

## Chronique du 19 septembre au 17 octobre 1998

### Brésil

Si la réélection lors du premier tour du Président Cardoso le 4 octobre dernier a quelque peu rassuré les marchés et ralenti le rythme des sorties de capitaux du Brésil, les yeux sont maintenant tournés vers le plan d'ajustement fiscal qui devrait être annoncé au début de la dernière semaine d'octobre, soit après le deuxième tour des élections pour divers paliers de gouvernements le 25 octobre. En effet, si le Brésil bénéficie actuellement d'un certain répit, la situation pourrait vite se détériorer si les mesures annoncées sont jugées insuffisantes ou peu crédibles par les investisseurs. Rappelons qu'en décembre dernier le gouvernement brésilien avait annoncé, de manière préventive, un plan d'ajustement fiscal visant à éviter une attaque spéculative sur le *real* dans la foulée de la crise asiatique. Des mesures annoncées, seules celles impliquant un accroissement des revenus ont été mises en application alors que celles impliquant une réduction sévère des dépenses ont généralement été mises de côté. Le problème de ce côté demeure entier, soit la difficulté politique de modifier en profondeur un régime de pension jugé trop généreux et celle de responsabiliser les états brésiliens face à leurs dépenses.

Par contre, plusieurs facteurs laissent croire que la situation pourrait se stabiliser. Au niveau interne, le déficit fiscal de plus de 7 % du PIB, la chute des cours boursiers et la hausse drastique des taux d'intérêt pour défendre le *real*, et qui provoquera sans doute une récession, amènent un sentiment d'urgence qui laisse une plus grande marge de manœuvre au gouvernement. Sur la scène internationale, l'accord visant à résoudre la crise bancaire au Japon, l'approbation de crédits additionnels pour le FMI par le Congrès américain et la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis contribuent à calmer la tourmente financière sur les marchés, réduisant du même coup la pression sur le Brésil.

Finalement, la nervosité des marchés quant à la crédibilité de cet ajustement fiscal, visant un surplus budgétaire primaire (excluant les coûts de la dette) se situant entre 2.5 et 3 % du PIB pour 1999, devrait être atténué grâce un ensemble de prêts de différents acteurs publics et privés internationaux. Ces fonds serviront à prévenir une crise beaucoup plus sérieuse, constituant ainsi un premier cas d'aide préventive tel que formulé récemment par le Président Clinton. L'annonce officielle de ces mesures attend le dévoilement du plan d'ajustement fiscal du gouvernement brésilien. L'on prévoit déjà que le montant total de l'aide devrait se situer entre 30 et 50 milliards de dollars, distribués de la manière suivante : le FMI 10 milliards, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement 5 milliards chacun. Les prêteurs du secteur privé quant à eux accepteraient d'étendre l'échéance des prêts dus pour une somme de 10 milliards. De plus, les gouvernements des plus grands pays industrialisés accepteraient aussi de contribuer, mais pour des sommes encore inconnues.

Ces prêts devraient permettre au gouvernement Cardoso de diminuer rapidement les taux d'intérêt, favorisant une reprise économique et ce, sans craindre une attaque spéculative sur le *real*. La devise brésilienne devra éventuellement être dévaluée par près de 15 %, en accélérant le rythme quotidien de dévaluation, de manière à corriger une surévaluation déjà observée depuis plusieurs années par la majorité des économistes.

### Voie rapide

Sans grande surprise, la Chambre des représentants américaine a rejeté le 25 septembre par un vote de 243 à 180 l'octroi de l'autorisation de la voie rapide (*fast-track*), nécessaire au gouvernement américain pour la conduite effective des négociations de la ZLEA. Selon la majorité des observateurs, la décision par le leader à la Chambre, Newt Gingrich, de tenir ce vote découlait de considérations purement politiques. En effet, les républicains espèrent qu'un tel vote avant les élections de novembre démontre la division sur ce sujet dans les rangs démocrates et amène les entreprises favorisant une plus grande ouverture commerciale à retirer leurs appuis, et leurs fonds, aux candidats démocrates. Cet échec prévisible pourrait compliquer encore plus la tâche du Président Clinton, qui s'opposait à la tenue de ce

vote avant les élections, lorsqu'il tentera de nouveau d'obtenir cette autorisation auprès de la Chambre l'an prochain (un vote positif au Sénat étant presque assuré).

## ALENA

Le différend commercial entre les États-Unis et le Canada touchant les exportations agricoles canadiennes vers les États-Unis pourrait se résoudre par la négociation plutôt que par l'arbitrage. En effet, [les États-Unis ont annoncé le 5 octobre](#) que le Canada avait accepté de suspendre sa plainte auprès des instances de l'OMC et de l'ALENA afin de rendre possible une solution négociée. Rappelons que le Canada avait décidé de déposer ces plaintes après que les gouverneurs des États du Montana, du Dakota du Sud et du Dakota du Nord aient commencé à bloquer les cargaisons de grain et de bétail canadiens. Les agriculteurs locaux accusent leurs concurrents canadiens de bénéficier d'avantages commerciaux injustes grâce à des subsides gouvernementaux plus généreux et des lois moins strictes sur l'utilisation des pesticides.

### **Déficit commercial américain**

Le secrétaire au commerce américain William Daley a sonné l'alarme au sujet de l'explosion du déficit commercial américain, particulièrement avec les pays asiatiques, [lors du dépôt du rapport](#) du *Trade Promotion Coordinating Committee* (TPCC). Daley estime que le déficit commercial avec la Chine pourrait atteindre les 60 milliards de dollars. La Chine, n'ayant pourtant pas eu à dévaluer sa monnaie comme la majorité des pays voisins, a cependant vu fondre ses marchés d'exportation en Asie et n'a comme solution au problème déjà existant de surproduction, l'exportation encore plus agressive de ses produits vers les États-Unis. Certaines informations laissent même croire que dans les dernières semaines les Chinois auraient laissé savoir aux Américains qu'ils ont peu d'intérêt pour le moment à une plus grande ouverture de leurs marchés en échange d'un appui américain à leur entrée à l'[OMC](#). Ceci laisse présager une détérioration des relations commerciales et probablement politiques entre les deux pays.

Dans ce contexte l'hésitation américaine face à une plus grande libéralisation des échanges avec l'Amérique latine est difficilement explicable. Selon un rapport du Département du Commerce dévoilé le 20 octobre, le déficit commercial américain pourrait presque doubler à plus de 300 milliards de dollars en 1999. La seule région au monde avec laquelle les États-Unis entretiennent un surplus commercial est l'Amérique latine, comme l'a souligné Daley lors de sa présentation. Ce dernier a aussi annoncé que le TPCC considérera désormais le MERCOSUR dans son ensemble comme un " grand marché émergent " (*Big Emerging Market*) et non pas l'Argentine et le Brésil de façon séparée, comme c'était le cas auparavant. Dernier fait intéressant, Daley a mentionné que de tous les plus grands concurrents des États-Unis, seul le Canada a, au cours des dernières années, atteint un taux de croissance de ses exportations supérieur à celui des États-Unis.